

pourraient produire trois fois plus que ce dont on a besoin, comme le blé, le bœuf, le lait et bien d'autres produits. Et dans le même temps, on leur serre la ceinture, monsieur le président. On importe des pays étrangers et, par la suite, on viendra nous dire qu'il existe une unité nationale, qu'il fait bon vivre au Canada, qu'on a un bon système de transport.

Monsieur le président, tout ce que je regrette, et cela me révolte, c'est que les Canadiens, qui souffrent de la situation, aient au Parlement des alliés aussi peu renseignés sur les problèmes canadiens que les libéraux qui continuent à maintenir ce système de division entre Canadiens pour mieux les dominer. Un des meilleurs moyens d'unir les citoyens d'un pays c'est son système de transport.

Il existe une politique agricole pour l'Ouest, une autre pour les provinces du Centre et une troisième pour les provinces de l'Est. Lorsqu'on parle de n'importe quel domaine, on constate toujours la même situation. Pourquoi? Parce qu'à la Chambre des communes, on n'a pas une vue d'ensemble de notre pays, et ce qui est encore plus grave, la politique qu'on présente en est une de cataplasma. On bouche un petit trou dans l'Ouest, un autre dans l'Est, et finalement, on continue à subventionner un peu comme on le fait, grâce aux allocations de bien-être social, des entreprises qui ne rendent même plus un service raisonnable et humain, c'est-à-dire les sociétés ferroviaires.

Monsieur le président, ces mêmes sociétés ne respectent même pas la notion de bilinguisme dont on se gargarise ici par de grandes phrases et de belles paroles.

Monsieur le président, je devrai m'opposer à ce projet de loi. Au fait, je m'oppose à associer mon nom, même si je représente une toute petite région, au gouvernement qui, grâce à des mesures semblables, contribuera à m'endetter davantage, à endetter davantage mes concitoyens, tout en contribuant à nous diviser davantage au Canada.

● (1530)

Je veux plutôt appuyer toute mesure qui visera à nous doter d'un système de transport efficace au Canada, qui permettra à chaque Canadien d'en bénéficier, d'en profiter et de sentir que nous sommes tous frères au Canada.

Monsieur le président, c'est alors que les citoyens seront fiers de financer un chemin de fer, parce que cela leur rapportera quelque chose. Mais l'honorable ministre des Transports ou l'honorable ministre des Finances ne sont même pas en mesure de démontrer de toute façon que ce projet de loi va rapporter quelque chose aux Canadiens. Tout ce qu'on va contribuer à faire, c'est permettre à certains courtiers, à certains financiers, de mettre de l'argent dans leurs goussets à cause des emprunts, des garanties de prêt, des subventions, tout en maintenant l'existence d'un service aussi inadéquat que celui que nous connaissons depuis 5 ans. Monsieur le président, je trouve que cela est absolument ridicule. Voilà pourquoi je ne veux pas utiliser davantage le temps de la Chambre à discuter d'un projet de loi d'importance aussi secondaire.

[Traduction]

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire quelques mots à cause du désordre qui règne dans les transports aujourd'hui. L'amendement proposé par le député de Mississauga (M. Blenkarn) tente de montrer combien les fonds publics sont gaspillés futilement. On demande au Parlement et aux Canadiens de financer des entreprises de la direction du CN qui ne sont

Canadien National et Air Canada

pas vraiment essentielles. D'autres organismes s'en occuperaient bien mieux. D'autres personnes pourraient s'occuper de construire ces hôtels, ces tours et autres. L'amendement du député tente, pour ainsi dire, de remettre les chemins de fer sur la bonne voie.

On a tendance à oublier l'objectif primordial de nos chemins de fer. A l'origine, leur objectif était de répondre aux besoins de notre pays. Il en va de même pour bien d'autres choses comme, par exemple, la loi sur l'assurance-chômage. Bien qu'à l'origine, elle ait eu pour but de prévenir une assurance pour ceux qui peuvent tomber en chômage, elle est devenue un programme d'assistance sociale. La Compagnie de chemins de fer voit tout d'un coup les choses en grand. Elle veut une image de marque, elle veut, apposer un peu partout son nom en caractères gras, avec des feuilles d'érables. Elle veut que le sigle CN surplombe tout le reste afin que les gens le montre du doigt et disent: C'est un hôtel exploité par le CN. Cependant, quel en est le prix? Elle a de beaux hôtels chers et luxueux, mais elle ne fait pas de bénéfice. C'est nous qui en faisons les frais.

Nous en faisons les frais parce que l'on néglige les transports. Voilà pourquoi je suis désolé de voir la compagnie se lancer dans un autre secteur. Je serais le premier à être d'accord si ces questionnaires avaient suffisamment d'envergure pour pouvoir exploiter profitablement un réseau ferroviaire au nom des Canadiens, au lieu d'obliger le ministre des Transports (M. Marchand) à lever les bras au ciel d'écoeurement. Le ministre dit qu'il n'a aucun pouvoir. Si le ministre des Transports n'a pas le pouvoir de diriger le réseau de transport du Canada, il n'a pas à présenter un bill prévoyant de l'argent pour une série d'hôtels. Aucun ministre ne devrait s'aventurer dans un autre secteur s'il ne peut s'occuper du petit secteur qui lui est assigné.

Parmi les nombreuses difficultés, il y a le fait que les chemins de fer abandonnent de nombreuses petites collectivités d'une manière systématique. Ils amènent un wagon à un terminus, puis expédient le fret par camion jusqu'à destination. C'est le premier pas vers l'abandon. Ils veulent en finir. Si le ministère des Transports ne veut pas s'occuper des transports, quel ministère le fera? Le ministère ne s'occupe pas des transports. Il s'occupe de tourisme. Ce secteur devrait relever d'un autre ministère. Le ministère des Affaires indiennes peut-être? Un autre ministère ou un ministre d'État devrait certes s'occuper du tourisme.

On demande à la Chambre de financer les chemins de fer avec l'argent des impôts durement gagné. Ce bill est déposé en avril, à l'époque de l'impôt sur le revenu. On demande aux gens de donner volontairement leurs impôts pour quelque chose dont les avantages sont douteux. Ce n'est pas comme s'il n'y avait pas d'hôtels dans nos villes, si le Canadien National n'en exploitait pas. S'il n'y avait pas d'hôtel à un endroit, il ne faudrait pas longtemps avant qu'on en construise un. Ce n'est pas comme si les Canadiens n'avaient pas de service d'hôtellerie. A qui mes commettants vont-ils s'adresser pour demander un train qui mettra au moins un wagon sur une voie d'évitement?

Je voudrais donner un exemple. Beaucoup d'agriculteurs auraient grand besoin de quelques wagons. On ne peut pas leur faire franchir les 30 milles qui séparent la ville d'Hudson Bay de Somme, pour les mettre sur une voie d'évitement. Il faudrait se donner beaucoup trop de peine. On ne peut pas enlever la neige. Monsieur l'Orateur, une maison sur deux est pourvue d'un chasse-neige. Nous pourrions déblayer la voie rapidement si le chemin de fer ne sait pas